

■ **Commission nationale de la déontologie et des alertes:** Par arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, Marie-Christine Blandin a été nommée présidente de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement. Denis Zmirou est nommé vice-président.

■ **DDT de la Sarthe:** Fabienne Pouapard (IDAE), est nommée directrice départementale adjointe des territoires de la Sarthe, à compter du 30 janvier 2017.

■ **DDCSPP de la Haute-Saône:** Dominique Fauvel (IDAE) est nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Saône à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

■ **DDPP des Pyrénées-Atlantiques:** Alain Mesplede (ISPV), a été nommé directeur départemental de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

■ **DDCS du Var:** Corinne Scandura, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale a été nommée directrice départementale adjointe de la cohésion sociale du Var à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

■ **DDCS de l'Ain:** Laurent Willeman (APAE), a été nommé directeur départemental de la cohésion sociale de l'Ain à compter du 1<sup>er</sup> février 2017.

■ **ANSES:** Par arrêté des ministres chargés de l'Environnement, de la Santé, du Travail, de l'Agriculture et de la Consommation, en date du 23 janvier 2017, le professeur Isabelle Momas vient d'être nommée présidente du Conseil scientifique de l'Anses, succédant ainsi au professeur Paul Frimat qui en a assuré la présidence de 2010 à 2016.

■ **DREAL Corse:** Sylvie Lemonnier (IPEF), est nommée directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse, pour une durée de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017.

■ **DREAL Bretagne:** Thierry Alexandre (IPEF), est nommé directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne, pour une durée de cinq ans, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017.

## La filière française de l'eau brille à Abou Dhabi

**Réunies sous la bannière France Water Team, trois pépites du Pôle Eau - Chemdoc, Ifts et Polymem - ont apporté des réponses concrètes aux grands enjeux de l'eau au Moyen-Orient lors du dernier Sommet International de l'Eau (IWS) qui s'est tenu à Abou Dhabi au mois de janvier 2017: diversification des sources, optimisation des ressources existantes, efficacité énergétique des dispositifs déployés, respect des normes du développement durable, etc.**

Pour ces entreprises, participer à l'IWS était l'occasion de mieux comprendre le fonctionnement et les opportunités sur le marché du traitement de l'eau, et d'initier un travail de notoriété auprès des utilisateurs des produits et solutions. Elles ont ainsi pu initier des accords avec des acteurs comme le MASDAR Institute ou encore se positionner sur des opportunités de marché en potabilisation des eaux saumâtres et recyclage des eaux grises, en dessalement d'eau de mer ou en réutilisation des eaux usées traitées.

Chemdoc, qui associe son savoir-faire dans le domaine de la chimie de l'eau à ses compétences de constructeur d'équipements pour proposer des solutions globales et intégrées, a ainsi exposé ses solutions de potabilisation des eaux saumâtres et de recyclage des eaux grises. Initialement spécialisée dans la production d'eau industrielle, Chemdoc déploie désormais son expertise dans les techniques membranaires sur de nouveaux segments comme la potabilisation des eaux saumâtres pour les petites collectivités, l'habitat isolé ou dispersé, le dessalement d'eau de mer ultra-basse énergie (1,8 à 2,5 kWh/m<sup>3</sup>) et le recyclage des eaux grises pour les ensembles hôteliers ou l'industrie. Des solutions qui apportent une réponse aux besoins des



Plus de 30 rendez-vous d'affaires ont été organisés pendant le salon et plus d'une centaine de contacts ont été noués, confirmant l'intérêt des pays arabes pour la filière française de l'eau.

populations exposées aux effets de la raréfaction de la ressource et de la salinisation des nappes. Ces installations sont rapidement déployables et couvrent les besoins à l'échelle des villages ou des quartiers. Chemdoc a pu ainsi répondre à une consultation portant sur 30 ensembles de production d'eau potable dans des villages du littoral persique. De son côté, IFTS a échangé avec les visiteurs de l'IWS sur de possibles partenariats de développement industriels et universitaires. Centre de référence international au service des fabricants et des utilisateurs d'équipements de séparation liquide-solide, l'IFTS met au point des méthodes innovantes d'analyses et de caractérisation de procédés de séparation ou de milieux séparés ou à séparer. Les compétences accumulées depuis près de 35 ans par l'IFTS permettront aux industriels ou donneurs d'ordres des régions concernées d'optimiser le traitement de leurs boues, de comparer l'efficacité de dispositifs de filtration ou de préfiltration, d'optimiser les prétraitements, d'aider à la recherche de fournisseurs, de réaliser des études technicoéconomiques orientant des choix industriels. Par ailleurs des rapprochements

avec les universités des pays arabes, comme l'IFTS l'a déjà fait avec KAUST en Arabie Saoudite, permettront de faciliter la maturation de technologies innovantes et les échanges scientifiques internationaux. Polymem a présenté son expertise et ses retours d'expérience de fabricant de membranes fibres creuses et de modules de filtration utilisés en traitement d'eau pour les marchés municipaux, industriels et commerciaux. Avec un parc de plus de 200 installations référencées, Polymem, seul fabricant français de membranes fibres creuses d'ultrafiltration pour le traitement de l'eau, offre une solution compétitive pour les usines de traitement d'eau des Émirats. Les avantages techniques et économiques de ses produits en ultrafiltration donnent un avantage concurrentiel important aux équipementiers du traitement de l'eau, notamment pour les projets de prétraitement au dessalement et de réutilisation d'eau usée. Au total, plus de 30 rendez-vous d'affaires ont été organisés pendant le salon, et plus d'une centaine de contacts ont été noués, confirmant l'intérêt des pays arabes pour la filière française de l'eau.

## 3052 DISINFECTANTS ANALYZER

**Waltron's 3052 Disinfectants Analyzer is the first choice for online analysis of Chlorine, ozone, chlorine dioxide, monochloramine, or bromine.**

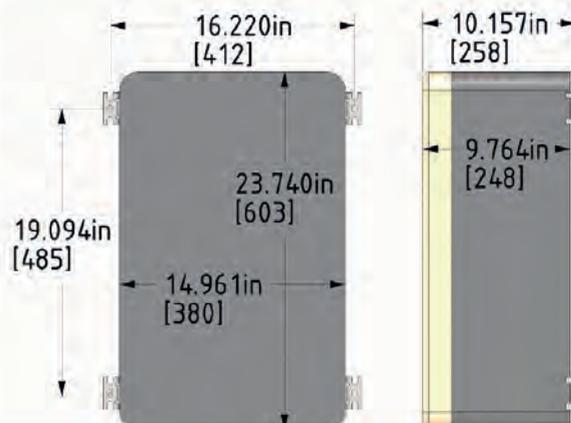
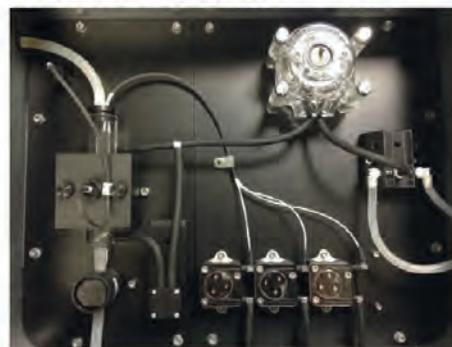
The 3052 is trusted world wide to deliver accurate and reliable readings with minimal maintenance and low total cost of ownership. Common applications are potable water, cooling water, industrial waste water and swimming pool.

### FEATURES

- Accurate and wide-range analysis
- Fast loop reservoir
- Adjustable cycle and calibration frequency
- Programmable measuring interval – adjustable cost
- Compact design
- Color touchscreen display
- Grab sample capability
- Internal datalogger
- Low reagent level alarm
- Automatic start/stop based on sample flow detection
- Minimal analyzer maintenance
- Applicable for water containing additives cyanuric acid
- Automatic chemical cleaning integrated
- Process-photometer based on DPD-Method (DIN EN ISO 7393-2; APHA/AWWA 4500-Cl G)



### NEW Wet Section



## NOMINATIONS

■ **UPDS**: Lors de leur Assemblée Générale du 31 janvier 2017, les adhérents de l'UPDS, chambre syndicale des professionnels de la dépollution des sites, ont élu un nouveau bureau pour une durée de 2 ans. Le nouveau président est Jean-Michel Brun, Directeur Général Délégué de la société GRS Valtech, filiale de SARP Industries (Veolia). Les 7 autres membres du bureau sont: Vice-Président Ingénierie: Stéphane Vircondelet, Directeur Opérationnel de HPC Envirotec - Vice-Président Travaux: Wilfried Vannier Directeur Régional Nord de Serpol - Trésorier: Patrice Imberti, Directeur Général de SUEZ RR IWS Remediation - Secrétaire: Damien Faisan, Responsable développement métier SSP chez DEKRA Industrial - Président de la commission technique: Thierry Gisbert, Directeur Technical Knowledge & Innovation-Environnement, Europe Sud chez Arcadis ESG- Administrateur: Laurent Galdemas, Président de EODD - Administrateur: Hervé Montclair, Directeur Général de Biogenie.

■ **IFSTTAR**: Serge Bossini remplace Laurent Tapadinhas au Conseil d'administration de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux, en qualité de représentant de l'État.

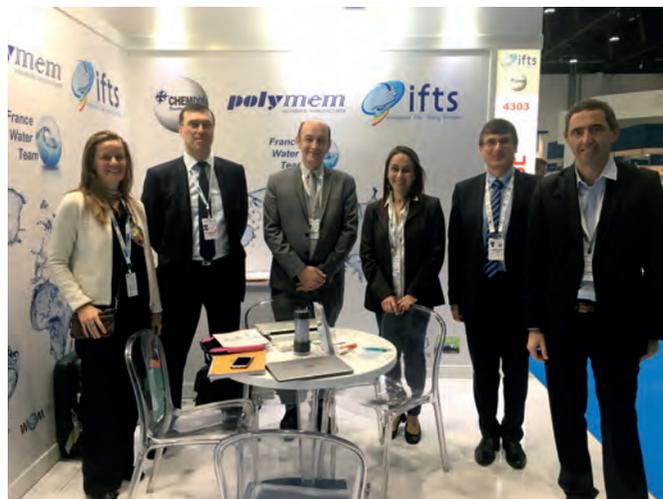
■ **ZABR**: Nicolas Lamouroux, Directeur de Recherche à IRSTEA Lyon, a été élu co-président de la ZABR aux côtés de Pierre Marmonier, Professeur à l'Université Lyon 1 et chercheur de l'UMR 5023. La Zone Atelier Bassin du Rhône rassemble 20 établissements de recherche qui abordent les interactions entre le milieu fluvial et pérfuvial rhodanien et les sociétés qui se développent sur le bassin-versant.

■ **DDT du Lot**: Cécile Dumaine-Escande (ICPE), est nommée directrice départementale adjointe des territoires du Lot à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017.

■ **DDCSPP du Cantal**: Antoine Maillard (ISPV), est nommé directeur départemental adjoint de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cantal à compter du 6 mars 2017.

■ **DDPP du Vaucluse**: Thibault Lemaitre (ISPV), est nommé directeur départemental adjoint de la protection des populations du Vaucluse à compter du 6 mars 2017.

■ **DDT de Maine-et-Loire**: Didier Gérard (ITPE), est nommé directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire à compter du 6 mars 2017



Sur le stand de France Water Team de gauche à droite: Gwenaëlle Leconte, chargée de mission, Pôle EAU/FWT, Sylvain Boucher, président du Pôle EAU/FWT, Jean-Loïc Carré, directeur général du Pôle EAU/FWT, Isabelle Duchemin, directrice commerciale de Polymem, Vincent Ederly, directeur général de l'IFTS, Salvador Perez, directeur général de Chemdoc.

« Avec 85 % de déserts et des températures arides qui dépassent les 50° l'été, les Émirats Arabes Unis ont un vrai défi à relever

en matière de gestion de l'eau, explique Sylvain Boucher, Président du Pôle Eau. Il ne s'agit plus uniquement de trouver des ressources mais aussi de gérer sur le long terme celles qui existent. Dans cette "quête de l'or bleu", la diversification des approvisionnements est primordiale avec, par exemple, les technologies nouvelles de dessalement; mais elle l'est autant qu'une gestion responsable des ressources existantes visant une réutilisation à grande échelle des eaux usées et une diminution des rejets et des fuites. En France, nous disposons de compétences et de technologies excessivement porteuses pour répondre à ces enjeux et que nos membres ont décliné sous forme de solutions et services afin de les mettre à la portée des acteurs internationaux ». ■

## ACTUALITÉS FRANCE

# Police de l'eau: la Cour des comptes s'inquiète d'une diminution du nombre des contrôles

Des contrôles moins nombreux, des procès-verbaux en forte baisse, des indicateurs de performances qui ne permettent pas de rendre compte de l'activité de la police de l'eau: pour la Cour des comptes, l'exercice de la police de l'eau continue à connaître des difficultés.

La police de l'eau vise à contrôler l'application effective des législations sur l'eau et s'appuie sur des actions de police judiciaire comme de police administrative. Les contrôles sont conduits par les inspecteurs de l'environnement et concernent aussi bien la qualité des eaux (pollutions chroniques, protection des aires de captage), que la gestion quantitative de la ressource (contrôle des ouvrages de prélèvement) et la préservation des milieux aquatiques.



Évolution du nombre de contrôles annuels.

Dans le cadre de son rapport annuel publié le 8 février dernier, la juridiction financière s'est inquiétée des difficultés liées à l'exercice de cette mission jugée d'autant plus stratégique qu'elle contribue à alimenter la connaissance des milieux et donc le dispositif de rapportage européen sur l'état des eaux. La première difficulté relevée par

la Cour est liée à la diminution des effectifs chargés concrètement de la police de l'eau. « Ceux-ci sont passés de 345 ETPT en 2012 à 300 environ en 2015 », indiquent les magistrats. La seconde découle de l'absence d'adaptation des indicateurs de performance susceptibles de rendre compte de l'activité de la police de l'eau. « Il n'existe pas de